

Cédric Durand
Razmig Keucheyan

Comment bifurquer.

Les principes de la planification écologique

Zones

REMERCIEMENTS

Merci d'abord à Grégoire Chamayou pour sa confiance renouvelée et son exigeant soutien, ainsi qu'à Marieke Joly, Rémy Toulouse et toute l'équipe de La Découverte pour leur professionnalisme chaleureux.

Notre réflexion sur la planification écologique a commencé à l'occasion d'une journée d'étude qui s'est tenue à l'EHESS le 15 juin 2018 et a abouti à la publication d'un numéro de la revue *Actuel Marx* intitulé « La planification aujourd'hui ». Elle s'est poursuivie en 2019-2020, dans le cadre du séminaire « Planifier les communs » organisé à la MSH-Paris Nord. Ce livre doit ainsi en partie son impulsion aux stimulantes réflexions de Bernard Chavance, Laure Desprès, Pat Devine, Guillaume Fondu, Hugo Harari-Kermadec, Florence Jany-Catrice, Bob Jessop, Baptiste Kotras, Agnès Labrousse, John O'Neill, Fabienne Orsi, Ana Podvršič, Raphaël Porcherot, Nathan Sperber, Pavlina Tcherneva et Christophe Wasinski.

Hannah Bensussan et Cecilia Rikap étaient déjà de l'aventure. Depuis, elles ont accompagné ce livre de multiples façons à travers diverses collaborations connexes.

Par leurs suggestions, encouragements ou alertes, Jeff Althouse, Bruno Amable, Matthias André, Céline Baud, Riccardo Bellofiore, Aaron Benanav, Benjamin Braun, Sebastian Budgen, Martine Billard, Louison Cahen-Fourot, Brett Christophers, Maxime Combes, Quentin Deforge, Étienne Espagne, Juan Florès, Daniela Gabor, Antoine Godin, Romaric Godin, Elena Hofferberth, Stathis Kouvelakis, Claire Lejeune, Michael Löwy,

Comment bifurquer

Marisol Manfredi, Éric Monnet, Marc Morgan, Michalis Nikiforos, Mary O'Sullivan, Pascal Petit, Sabine Pitteloud, Jeanne Planche, Pierre Rimbart, Julien Rivoire, Grégory Rzepski, Kohei Saito, Matthias Schmelzer, Julia Steinberger, Sébastien Villemot, Nicolas Viellescazes et Isabella Weber ont nourri notre réflexion.

Et, pour la vie, Cédric remercie Jeanne, Loul, Isidore, Qassim, Каренин et Valcivières ; Razmig embrasse Adrienne, Anouche et Onex !

INTRODUCTION.
MONDES POSSIBLES

Yu Tsun, un espion chinois au service de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, doit informer son supérieur de l'emplacement d'un dépôt d'artillerie britannique situé dans une ville appelée Albert. Mais il est lui-même poursuivi : dans sa fuite, il part à la recherche d'un sinologue dénommé Stephen Albert. Quand il le trouve, ce dernier le reconnaît tout de suite : Yu Tsun est l'arrière-petit-fils de Ts'ui Pên, ancien gouverneur de la province de Yunnan qui a renoncé à ses charges pour écrire un livre et construire un labyrinthe, un labyrinthe « dans lequel tous les hommes se perdraient ».

Ts'ui Pên meurt, mystérieusement assassiné. Son livre, inachevé, est bourré de contradictions, alors que personne ne retrouve le labyrinthe. Stephen Albert révèle la découverte qu'il a faite à Yu Tsun : le livre *est* le labyrinthe, c'est le « jardin aux sentiers qui bifurquent ». Albert tourne un instant le dos à Yu Tsun, qui dégage son arme et l'abat : pour informer son supérieur du nom de la ville où se trouve le dépôt d'artillerie, il n'a pu faire autrement que de tuer une personne du même nom et attendre que la presse en parle. Albert est bombardée.

Des romans sur le déclin et l'effondrement, il y en a tant. D'une famille, d'un empire, de la civilisation humaine, même. Ils prolifèrent à notre époque, où le sentiment d'une fin des temps est si prégnant¹. On en trouve beaucoup moins sur les bifurca-

1. Voir Perry ANDERSON, « From progress to catastrophe. The historical novel », *London Review of Books*, vol. 33, n° 15, 2011.

Comment bifurquer

tions, et aucun qui nous parle autant aujourd'hui que la nouvelle *Le Jardin aux sentiers qui bifurquent* (1941) de Jorge Luis Borges. Le livre de Ts'ui Pên n'est pas bourré de contradictions ; il contient tous les futurs :

Votre ancêtre ne croyait pas à un temps uniforme, absolu, dit Stephen Albert. Il croyait à des séries infinies de temps, à un réseau croissant et vertigineux de temps divergents, convergents et parallèles. Cette trame de temps qui s'approchent, bifurquent, se coupent ou s'ignorent pendant des siècles, embrasse toutes les possibilités¹.

Tous les futurs dans tous les ordres possibles. C'est ainsi qu'un personnage mort au chapitre 3 peut être en pleine forme au chapitre 4. Ou une intrigue connaître de multiples dénouements, que le livre retient tous. Le livre de Ts'ui Pên et celui de Borges finissent par se confondre : l'assassinat de Stephen Albert par Yu Tsun n'est que l'une des chutes possibles de la nouvelle... Et Yu Tsun est-il vraiment un espion allemand ? Borges rompt avec les conceptions « uniformes » et « absolues » du temps : un début, un milieu, une fin, reliés par un enchaînement linéaire.

Le livre-labyrinthe est une image de l'univers, « incomplète mais non fausse », dit l'écrivain. Gilles Deleuze utilise *Le Jardin aux sentiers qui bifurquent* pour illustrer la philosophie des « mondes possibles » de Gottfried Wilhelm Leibniz :

Pour Leibniz, tous les mondes différents où, tantôt Adam pèche de telle manière, où Adam pèche de telle autre manière, où Adam ne pèche pas du tout, toute cette infinité de mondes, ils s'excluent les uns des autres, ils sont impossibles les uns avec les autres. [...] Tandis que Borges met toutes ces séries impossibles dans le même monde².

1. Jorge Luis BORGES, *Le Jardin aux sentiers qui bifurquent*, in *Fictions*, Paris, Gallimard, « Folio », 1994, p. 199. Le lien entre cette nouvelle et la problématique actuelle de la bifurcation est évoqué dans une note de blog de Mediapart signée « L'Épistoléro », intitulée « La bifurcation est un pas de côté qui a réussi », 24 juillet 2022.
2. Gilles DELEUZE, « Sur Leibniz », cours à Vincennes-Saint-Denis du 22 avril 1980, <https://www.webdeleuze.com/textes/51>.

Borges est plus « généreux » que Leibniz : il retient tous les mondes possibles, même ceux qui sont incompatibles entre eux, « impossibles », comme dit Deleuze. Où, donc, le personnage meurt et ne meurt pas à la fin. Le lecteur est invité à participer à leur construction, à la résolution des contradictions lorsqu'elles apparaissent, à moins qu'il ne préfère les conserver parce qu'elles l'amuse. En plus d'un traité de philosophie, *Le Jardin aux sentiers qui bifurquent* est une nouvelle policière palpitante.

La coexistence de tous ces mondes est rendue possible par le principe de bifurcation. Dans un (vrai) labyrinthe, la bifurcation prend place dans l'espace : arrivé à un carrefour, je bifurque à droite ou à gauche. Le « jardin aux sentiers qui bifurquent » repose sur le principe de la bifurcation dans le temps : un « invisible labyrinthe de temps », dit Borges à propos du livre-labyrinthe¹. Bifurquer dans le temps, comment est-ce possible ? Aucune bifurcation n'est définitive ou unilatérale, on peut toujours passer d'un « monde possible » à un autre sans que cela ferme aucune possibilité à venir. L'avenir lui-même se transforme en passé quand on rebrousse chemin. Ou en présent. D'où le « réseau croissant et vertigineux de temps divergents, convergents et parallèles ». La matière du temps devient hétérogène.

Borges aurait-il été aussi généreux dans sa conception des « mondes possibles » s'il avait eu connaissance de la crise environnementale ? Il était conservateur, il avait même un faible pour les dictatures d'Augusto Pinochet et Jorge Videla². Le problème ne l'aurait probablement pas beaucoup ému. Mais, nous, nous savons qu'il faut fermer certains mondes, les rendre définitivement impossibles, pour préserver la possibilité qu'existe un monde. L'impossibilité est aujourd'hui avérée : le monde du capitalisme industriel, productiviste et consumériste, n'est pas compatible avec la préservation d'écosystèmes vivables pour les humains.

Ce livre est une enquête sur les mondes possibles : ceux que l'on pourra conserver et ceux auxquels il faudra renoncer. Comme

1. Jorge Luis BORGES, *Le Jardin aux sentiers qui bifurquent*, op. cit., p. 191.

2. Voir Katherine SINGER KOVACS, « Borges on the right », *Boston Review*, 1^{er} septembre 1977.

Comment bifurquer

Borges, nous ferons de la bifurcation le principe de navigation entre ces mondes : comment aller d'un monde à l'autre, à quel point du passé revenir pour renouer avec un avenir soutenable, quel futur viser pour trier les possibles présents ? Naviguer d'un monde à un autre suppose de dresser un inventaire du monde initial : le nôtre. Que contient-il et que veut-on en garder ? Cela implique aussi de se doter d'un programme qui hiérarchise les étapes qui nous séparent du suivant et indique les moyens d'y parvenir. Changer de monde ne se fait pas en claquant des doigts : il faut trouver des points de raccordement entre les mondes. Dans notre cas, ces raccordements ne se feront pas grâce un improbable agent chinois au service de l'Allemagne, mais politiquement. Ce qui accroît encore la complexité.

C'est ce à quoi s'emploiera cette exploration de la planification écologique. Après avoir été donnée pour morte au moment de la chute du mur de Berlin, la planification a connu un retour en grâce fulgurant ces derniers temps¹. Au point qu'Emmanuel Macron a créé en 2022 un « secrétariat général à la Planification écologique ». La crise financière de 2008 est passée par là : le sauvetage des marchés financiers et de grandes entreprises par l'État a dissipé l'illusion – pour ceux qui étaient encore sous son emprise – de la vertu régulatrice des marchés. Il ne s'agissait pas d'un *one shot* : depuis 2008, les économies demeurent largement sous perfusion publique. La crise de la Covid-19 a encore renforcé cette « étatisation » des mécanismes de marché.

L'émergence de la Chine en tant que grande puissance économique a également contribué au retour en force de la planification : contrairement à la « stratégie du choc » mise en œuvre en Russie dans les années 1990, elle a prudemment planifié son tournant capitaliste dès la fin des années 1970. L'État chinois continue

1. Pour une histoire du concept de planification écologique, voir Martine BILLARD, « Plus personne n'ose se moquer quand on utilise le terme de planification écologique », *Libération*, 25 septembre 2023, et Octave LARMAGNAC-MATHERON, « Aux sources intellectuelles de la planification écologique », *Philosophie Magazine*, 30 octobre 2023. L'une des premières élaborations théoriques de ce concept se trouve dans Michael LÖWY, « Eco-socialism and ecological planning », *Socialist Register*, vol. 43, 2007.

aujourd'hui à contrôler les « hauteurs stratégiques » de l'économie : énergie, télécommunications, transports, banques... Au point que ce modèle menace l'hégémonie des États-Unis. La désindustrialisation et l'explosion des inégalités dans la période néolibérale en sont rendues responsables, d'où la quête d'un modèle alternatif, partiellement inspiré de celui de la puissance émergente. Mais il y a planification et planification, et la leur n'est pas forcément la nôtre.

Le cœur du problème actuel réside dans la crise environnementale : les solutions de marché à cette crise ne fonctionnent pas, par exemple les permis de droits à polluer, ou marchés carbone. C'est une limite fondamentale : le capitaliste n'a d'autre boussole que le profit, et il n'investira que s'il en escompte un. L'« anarchie de la production » – la concurrence entre capitaux privés – empêche que les investissements nécessaires à la bifurcation écologique soient collectivement hiérarchisés et réalisés. Et vite. Sachant que la prochaine décennie sera décisive, nous n'avons pas le temps d'attendre que les énergies renouvelables et autres infrastructures « vertes » deviennent profitables – si elles le deviennent un jour. Il y a urgence et il nous faut un plan. Mais lequel ?

Cet ouvrage est organisé en quatre parties. La première décrit la dynamique de la crise environnementale, dans sa double dimension économique et politique, pointe les limites du marché, et indique le rôle que l'État peut y jouer. Ce sera un État transformé, qui a peu à voir avec l'État néolibéral que nous avons sous les yeux. Même si nous n'écrivons pas ici un livre d'histoire, nous mentionnerons certaines leçons à tirer des expériences de planification du xx^e siècle.

La deuxième partie présente un ensemble de concepts permettant de penser la planification écologique au xxi^e siècle. Conçue à partir de l'idée centrale d'un « gouvernement par les besoins », elle implique rien de moins qu'une redéfinition du calcul économique. Nous reprendrons à cette occasion les débats classiques sur la question du « calcul socialiste » qui ont déchiré les économistes au siècle dernier.

Dans la troisième partie, les pièces du puzzle se mettent en place : pour planifier, il faut une comptabilité qui rompe avec

Comment bifurquer

la centralité du produit intérieur brut (PIB) dans les économies modernes, un investissement sous contrôle démocratique et une demande émancipée de l'hégémonie de la production capitaliste. Ainsi, le calcul économique devient écologique : les limites de la terre sont intégrées à l'allocation des ressources, et le profit comme boussole unique est mis en crise.

Nous nous interrogerons enfin, dans la quatrième partie, sur le type de régime politique qu'une authentique planification requiert. Si l'économie doit être démocratiquement maîtrisée, et non livrée aux désordres marchands, la démocratie elle-même doit s'approfondir, ce qui suppose une mutation des institutions de la démocratie représentative.

L'un de nous deux est économiste, l'autre sociologue : notre réflexion prend place à l'entrecroisement de ces deux spécialités. Un objet aussi complexe que la crise environnementale n'a aucune chance d'être appréhendé suivant des divisions disciplinaires apparues au XIX^e siècle. C'est encore moins le cas des solutions à apporter à la crise environnementale. Comme dans le livre-labyrinthe, nos savoirs doivent bifurquer et, avec eux, le monde sur lequel ils portent.

PREMIÈRE PARTIE.

**MARCHÉ ET ÉTAT
FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE**

1. LES ANTINOMIES DU CAPITALISME VERT

Tous les indicateurs écologiques virent à l'écarlate : eau, biodiversité, artificialisation des terres, pollutions chimiques et, bien sûr, climat¹. Mais les décisions sont rarement à la hauteur des enjeux. Comment expliquer cette impuissance ? Ni l'absence de volonté des dirigeants politiques, ni l'opposition des industriels, ni la médiocrité de l'imagination technocratique ne constituent des raisons suffisantes pour rendre compte de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. La difficulté est structurelle. Elle résulte de tensions réelles entre l'impératif d'accumulation du capital et l'urgence écologique. Pris en étau entre les exigences immédiates de la reproduction des structures socioéconomiques et l'accélération des destructions, le rêve d'une transition harmonieuse vers un monde respectueux de l'environnement s'évanouit. Voici venu le temps de la crise écologique du capitalisme.

LA CROISSANCE CONTRE LA NATURE

La question environnementale est pourtant omniprésente dans l'espace public². Depuis les années en 1970, 150 agences ou minis-

1. Linn PERSSON *et al.*, « Outside the safe operating space of the planetary boundary for novel entities », *Environmental Science & Technology*, 18 janvier 2022 ; Lan WANG-ERLANDSSON *et al.*, « A planetary boundary for green water », *Nature Reviews. Earth & Environment*, vol. 3, n° 6, 2022, p. 380-392 ; UNEP, *Emissions Gap Report 2022. The Closing Window*, Nairobi, United Nations Environment Programme, 2022 ; « Net-zero carbon pledges must be meaningful to avert climate disaster », *Nature*, vol. 592, n° 7852, 2021, éditorial, p. 8.
2. Dominique PESTRE, « Comment l'environnement a été géré depuis 50 ans. Anatomie d'un échec », in Ève CHIAPELLO, Antoine MISSEMER et Antonin POTTIER (dir.), *Faire l'économie de l'environnement*, Paris, Presses des Mines, 2020, p. 17-36.

Marché et État face à la crise écologique

tères consacrés à ces enjeux ont vu le jour de par le monde, des centaines d'accords internationaux ont été signés et des milliers d'entreprises publient chaque année leurs propres engagements. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la principale organisation internationale de coordination des politiques économiques, a consacré près de 500 rapports au sujet. Cette période a aussi vu naître de nouvelles organisations internationales telles que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en 1972 ou le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui documente depuis 1988 l'inexorable réchauffement de l'atmosphère sous l'impact des activités humaines.

Le bilan de cinquante ans d'action n'est pas nul. Des régulations nationales ont permis de réduire sensiblement telle ou telle pollution, de protéger partiellement telle ou telle région, tel ou tel fleuve. Parmi les très nombreuses initiatives privées, certaines ont pu apporter des améliorations ponctuelles. Leur succès marketing conduit cependant à leur dilution dans une myriade de labels au contenu aussi enjôleur pour les consommateurs que vague dans leur substance écologique. Peu efficaces, ces normes de bonne conduite permettent aussi aux multinationales des pays riches d'accroître la subordination de fournisseurs basés dans les pays du Sud¹. Exceptionnellement, la coopération entre États a abouti à des engagements contraignants. Le protocole de Montréal (1987), qui a conduit à une réduction drastique de l'utilisation des produits chimiques qui menaçait la couche d'ozone, en est un exemple.

Mais, dans l'ensemble, il n'y a pas photo. De retours en arrière en contournements des mesures, les actions engagées n'ont pas permis de mettre un frein notable à la crise. En dépit d'une frénésie institutionnelle, les destructions écologiques se sont au contraire intensifiées. La raison principale de cet échec tient au caractère second de la question environnementale par rapport aux objectifs de croissance économique.

1. Stefano PONTE, *Business, Power and Sustainability in a World of Global Value Chains*, Londres, Zed Books, 2019.

Les antinomies du capitalisme vert

La croissance reste le paramètre crucial que la nature comme l'ensemble du jeu social doivent accommoder. Le concept de « croissance verte » résume cette exigence. Selon l'OCDE, « “vert” et “croissance” peuvent aller de pair ». Une cinquantaine de pays se sont engagés dans cette voie en adoptant une déclaration promouvant « des signaux de prix clairs pour encourager des résultats environnementaux efficaces » et « la libéralisation du commerce des biens et services environnementaux pour favoriser la croissance verte ¹ ».

La croissance économique peut-elle être « verte », c'est-à-dire découplée de la surexploitation des ressources naturelles et des effets néfastes sur l'environnement ? Même s'il est concevable que le développement de technologies plus « propres » permette à l'avenir de réduire les prélèvements et les pollutions, cet horizon reste hypothétique. En attendant, le découplage promis est largement introuvable, ou à des niveaux manifestement insuffisants pour atteindre les objectifs de baisse rapide des émissions ². La poursuite de cette option hasardeuse met en péril les grands équilibres de la planète et menace l'existence même d'une large part de l'humanité. Pour en sortir, comme nous y invitent depuis plusieurs décennies les critiques du dogme de la croissance, il nous faut aussi « décoloniser nos imaginaires » économiques ³.

1. En 2023, 47 pays avaient adopté la « Déclaration de 2009 sur la croissance verte ». OECD, *Green Growth in Countries and Territories*, 2023. Sur l'histoire du rôle de l'OCDE dans le paradigme croissant, voir Matthias SCHMELZER, *The Hegemony of Growth. The OECD and the Making of the Economic Growth Paradigm*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.
2. Jason HICKEL et Giorgos KALLIS, « Is green growth possible ? », *New Political Economy*, vol. 25, n° 4, 2020, p. 469-486 ; Jefim VOGEL et Jason HICKEL, « Is green growth happening ? An empirical analysis of achieved versus Paris-compliant CO₂-GDP decoupling in high-income countries », *The Lancet Planetary Health*, vol. 7, n° 9, 2023, p. e759-e769 ; Timothée PARRIQUE *et al.*, « Decoupling debunked », in *Evidence and Arguments Against Green Growth as a Sole Strategy for Sustainability. A Study Edited by the European Environment Bureau*, Bruxelles, EEB, 2019.
3. Stephen A. MARGLIN, « Towards the decolonization of the mind », *Dominating Knowledge. Development, Culture, and Resistance*, Oxford, Oxford University Press, 1990.